



Ingénieurs sans frontières Canada

Présentation dans le cadre de la consultation en vue du budget 2017 du Canada

Sommaire

Ingénieurs sans frontières Canada se réjouit de l'ambitieux nouveau rôle international que le premier ministre Justin Trudeau et la ministre du Développement international et de la Francophonie Marie-Claude Bibeau ont tracé pour le Canada, dans le cadre de notre collaboration à la mise en œuvre et à la progression du Programme de développement durable à l'horizon 2030 visant à faire disparaître la pauvreté d'ici 2030.

ISF soutient la priorité que le Canada accorde sur le plan du développement à long terme à sortir les plus pauvres et les plus vulnérables de la pauvreté, à donner aux femmes et aux filles les moyens non seulement de survivre, mais aussi de se développer, à créer des perspectives pour la jeunesse et à utiliser les objectifs de développement durable et l'Accord de Paris comme cadres d'action. Nous nous engageons à faire en sorte que le Canada fournit un financement et des programmes les plus efficaces possible pour contribuer aux objectifs de développement durable, et que ses retombées sont les plus importantes possible sur les collectivités, les familles et les personnes démunies.

Dans le cadre de cette présentation, nous voudrions exposer trois grandes recommandations :

1. Investir intelligemment dans la jeunesse et la mobilisation du public
2. Investir dans une nouvelle stratégie de développement
3. Améliorer la performance en ce qui a trait à la transparence et aux données ouvertes

Investir intelligemment dans la jeunesse et la mobilisation du public

Investir dans le bénévolat de haute qualité

Les Canadiens jouent un rôle important dans l'atteinte des objectifs du nouvel ambitieux programme international de développement durable à l'horizon 2030, et ils continueront de le jouer. Ce programme concerne tous les citoyens de tous les pays. Le Canada est particulièrement reconnu pour son élaboration de l'un des modèles de bénévolat les plus étendus et novateurs sur le plan du développement international.

Le bénévolat axé sur le développement mobilise et exploite le pouvoir et le potentiel des Canadiens afin de réaliser des changements économiques durables et globaux qui abordent les besoins propres aux femmes et aux jeunes. Le bénévolat illustre les valeurs canadiennes : citoyenneté mondiale, diversité et inclusion, compassion et tolérance, confiance et respect, ainsi que l'esprit de collaboration, les bénévoles travaillant en étroite collaboration avec ceux à qui ils viennent en aide tout au long de leurs missions.

Nous recommandons que le gouvernement du Canada poursuive son programme de coopération volontaire, en plus de mener les actions suivantes :

1. **Améliorer la perception qu'ont les Canadiens du développement** Reconnaître l'importance que les Canadiens accordent aux questions internationales et à la citoyenneté mondiale comme faisant partie de la vision du Canada, et le rôle que les bénévoles canadiens jouent dans les efforts de mobilisation du public. Évaluer les organisations partenaires d'AMC, et améliorer leur capacité à communiquer efficacement avec les citoyens canadiens, pour s'assurer que leurs récits concernant les collectivités en développement sont justes, représentatifs et qu'ils informent et éduquent vraiment le public plutôt que de renforcer les stéréotypes portant sur la pauvreté et la vulnérabilité. L'Afrique en particulier souffre avant tout des simplifications excessives faites sur sa population, sa société civile, ses dirigeants et ses marchés. Changer la perception des Canadiens pour qu'ils aient une vision plus juste de l'Afrique et de la pauvreté en général (même celle qu'on voit au pays) devrait être une priorité défendue par Affaires mondiales Canada.
2. **Soutenir la recherche et le développement** autour de la participation du secteur privé aux programmes canadiens de bénévolat en développement international, afin de mieux comprendre comment mobiliser le secteur privé et de continuer de mobiliser les bénévoles canadiens de manière significative et efficace.



Ingénieurs sans frontières Canada

Présentation dans le cadre de la consultation en vue du budget 2017 du Canada

Investir dans une nouvelle stratégie de développement durable

Dans le contexte du programme de développement durable à l'horizon 2030, il est urgent que le Canada renverse sa longue tendance à réduire l'aide publique au développement. Mais des fonds supplémentaires ne suffiront pas à atteindre les objectifs de développement durable. Le gouvernement doit adopter une approche globale comprenant une augmentation du financement, de nouveaux outils de développement, un engagement solide de la part du secteur privé et des efforts pour lutter contre les changements climatiques. Seule cette approche pangouvernementale permettra au Canada de devenir un chef de file dans l'effort collectif vers l'atteinte des ODD d'ici 2030.

S'engager à respecter un échéancier de dix ans d'augmentations prévisibles (financement nouveau et supplémentaire) de 10 % par année à l'enveloppe de l'aide internationale (EAI), à compter du budget 2017 jusqu'à la fin de la 42^e législature.

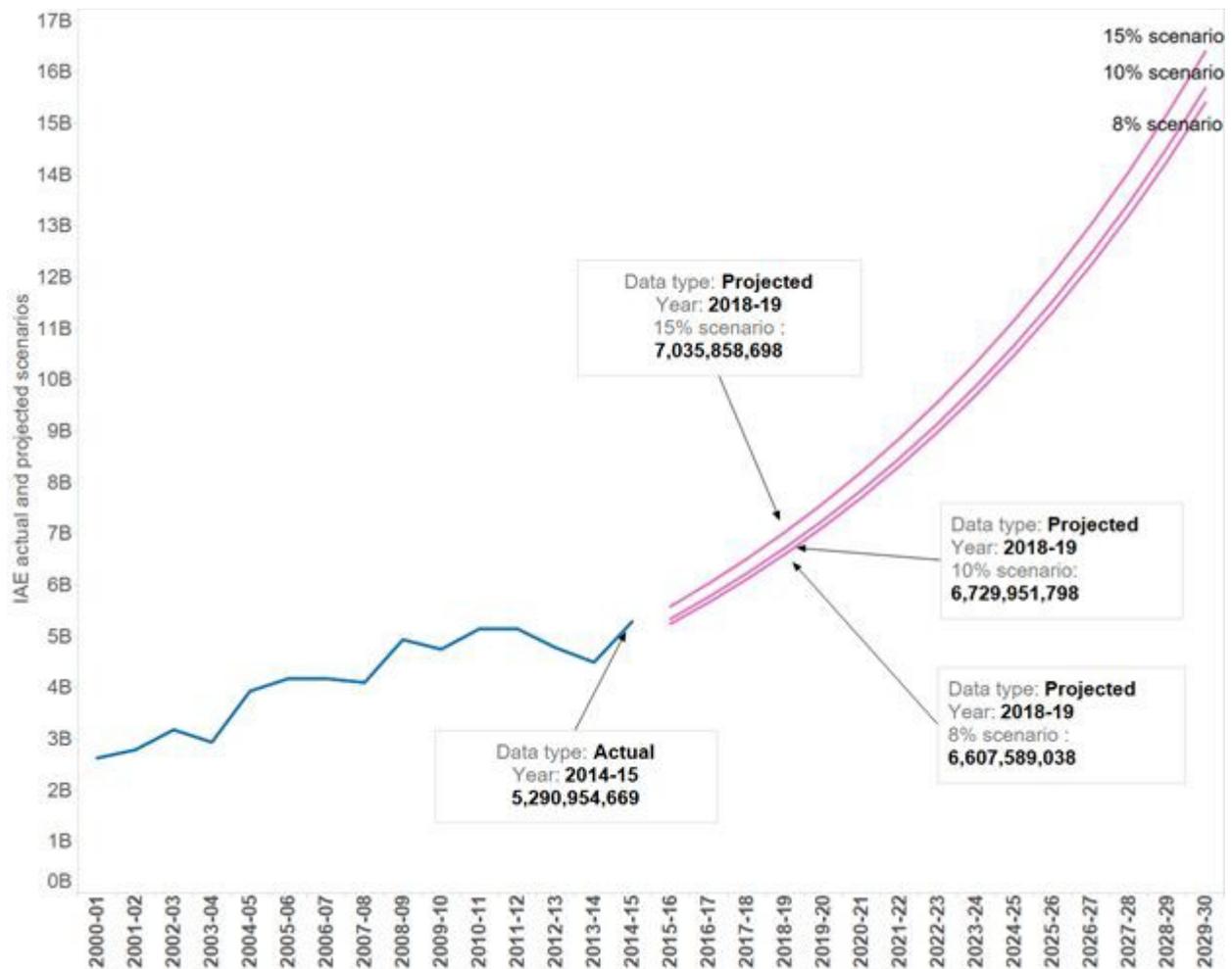
Depuis 20 ans, l'engagement du Canada envers l'aide publique au développement (APD) a atteint en moyenne seulement 0,3 pour cent du revenu national brut (RNB), un résultat bien en deçà de la position de chef de file que le pays occupait sous les premiers ministres Pierre-Elliott Trudeau et Brian Mulroney. Ce chiffre est maintenant encore plus bas, se situant à environ 0,28 pour cent, ce qui représente à peine la moitié de la moyenne d'engagement des pays du G7 et d'autres économies moyennes avancées, à 0,54 pour cent.

Un engagement fort envers l'APD à partir du budget 2017 marquerait non seulement un recadrage de l'aide internationale du Canada et une affirmation des valeurs progressistes canadiennes face au monde, il s'agirait aussi d'une décision déterminante dans la voie vers l'atteinte des objectifs de développement durable.

Nous croyons qu'en s'engageant à des augmentations prévisibles de son aide internationale de 10 % par année, à partir du budget 2017 jusqu'à la fin de la 42^e législature, ainsi qu'à un échéancier doublant l'enveloppe totale en valeur réelle avant 2023, le Canada se placera dans une position favorable au soutien de la mise en œuvre du programme de développement durable à l'horizon 2030, l'une des principales réalisations attendues de la lettre de mandat de la ministre Bibeau. Ce financement devrait être consacré à des programmes de développement à long terme pour les populations les plus pauvres et les plus vulnérables, en particulier celles qui vivent dans des zones de conflit ou précaires.

Ingénieurs sans frontières Canada

Présentation dans le cadre de la consultation en vue du budget 2017 du Canada



Le graphique dresse les grandes lignes de divers scénarios de plus en plus ambitieux à l'horizon 2030, l'année choisie par la communauté internationale pour mettre un terme à la pauvreté. En l'absence d'une plus grande transparence quant à l'enveloppe de l'aide internationale, en ce qui concerne le montant de financement total, et en tenant compte de la distorsion de l'enveloppe 2014-2015 à cause d'un double paiement à la Banque mondiale et d'une contribution à l'Ukraine, ce scénario se fonde sur les moyennes des années 2012-2013 à 2014-2015.

Améliorer la performance en ce qui a trait à la transparence et aux données ouvertes

L'engagement à augmenter le financement des programmes d'aide aux populations pauvres et vulnérables doit être soutenu par un gouvernement ouvert et transparent qui encourage les autres gouvernements à faire de même. Le Canada a fait de grands progrès dans ce domaine, par la législation et par sa participation à des initiatives internationales. Il faut maintenant passer de la parole aux actes.

Reprendre la publication de toutes les données financières concernant l'EAI

ISF recommande que le gouvernement du Canada recommence à publier toutes les données financières de l'EAI en plus de planifier des augmentations prévisibles à long terme, ce qui correspond à l'engagement du Canada envers un gouvernement ouvert et transparent.

Réformer les règles de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada afin de donner aux organismes de bienfaisance et aux organismes sans but lucratif plus de flexibilité en ce qui a trait à l'investissement visant des retombées sociales

ISF a collaboré avec le Centre d'investissement d'impact MaRS pour tracer les grandes lignes de sa présentation à l'Examen de l'aide internationale dans le but de produire des résultats sur le plan de l'aide internationale. ISF a expérimenté au cours des six dernières années en faisant des investissements stratégiques dans des entreprises à vocation sociale créant des avantages sociaux par une croissance économique durable. Nous nous servons de deux expériences pour faire ces recommandations :

1. Nos investissements directs dans des entreprises novatrices à retombées sociales en Afrique subsaharienne.
2. Notre travail en association avec la fondation Lundin pour soutenir la Mobile Business Clinic au Ghana, un programme visant à aider des entrepreneurs dans la croissance de leur entreprise.

Dans les deux cas, la *Loi de l'impôt sur le revenu* et sa direction mine l'efficacité et la durabilité de nos résultats et de nos retombées.

En ce qui concerne nos investissements directs, qui sont structurés selon les lignes directrices des investissements liés à un programme, le niveau de reddition de comptes directe et de contrôle imposé par les lignes directrices surcharge les entreprises en démarrage et les pousse à se concentrer sur la conformité plutôt que sur les réalités de leur marché. Nous avons compensé ce problème en intégrant la capacité aux entreprises que nous soutenons et en rationalisant nos processus, mais l'opération demeure plus lourde



Ingénieurs sans frontières Canada

Présentation dans le cadre de la consultation en vue du budget 2017 du Canada

qu'elle ne le devrait. Aussi, les exigences des lignes directrices des investissements liés à un programme ne sont pas claires. Par conséquent, les frais d'actes juridiques pour chaque investissement (contrats conformes) s'élèvent souvent à des montants supérieurs à ceux investis. Il est évident que l'efficacité du développement se perd dans des frais généraux rédhibitoires.



Ingénieurs sans frontières Canada

Présentation dans le cadre de la consultation en vue du budget 2017 du Canada

En ce qui concerne notre travail de soutien à la Mobile Business Clinic, les restrictions imposées aux subventions auxquelles nous devons nous soumettre empêchent de faire payer la valeur (ou une partie de la valeur) du service rendu par la Mobile Business Clinic. La situation est ironique : le programme cherche à faire de la Mobile Business Clinic un service durable pour les entrepreneurs locaux, pourtant, la Mobile Business Clinic, en raison de ses fins caritatives, ne peut même pas tester la valeur de son service aux yeux des entrepreneurs qu'elle sert. Ainsi, il est certain que le programme ne sera pas durable au-delà des années où le projet sera subventionné.

Lorsqu'ils sont établis dans le secteur privé, et qu'ils cherchent à favoriser une croissance économique durable ayant des retombées, les organismes de bienfaisance doivent être autorisés à fonctionner différemment. Notre recommandation rejoint celle du Centre d'investissement d'impact MaRS : laisser les organismes de bienfaisance et les organismes à but non lucratif projeter un surplus, quand celui-ci est utilisé pour faire avancer la cause de l'organisme.

Ingénieurs sans frontières Canada (ISF) est un organisme de développement international et une communauté internationale fondée en 2000. Depuis plus de 15 ans, notre communauté formée de plus de 2 500 étudiants et jeunes professionnels travaille à créer des changements systémiques au Canada et en Afrique subsaharienne afin de bâtir un monde prospère et durable, où les besoins fondamentaux de chacun sont comblés et où chacun peut atteindre son plein potentiel. Pour ce faire, nous investissons dans le leadership de nos membres et de nos partenaires, nous défendons des politiques qui peuvent rendre plus efficaces les efforts d'aide et de développement international, et nous soutenons les entreprises sociales en démarrage pour obtenir des retombées à grande échelle.

Pour plus d'information, veuillez communiquer avec Jason Clark, directeur,
Ingénieurs sans frontières Canada, jasonclark@ewb.ca